

# UNANIMITÉ POLITIQUE et syndicale pour Télé MB



Une réunion cruciale pour l'avenir s'est tenue, mardi, avec le PS, le MR et le CDH

► Le plan de sauvetage de la télévision locale de Mons-Borinage (Télé MB), initié dès la fin de l'année 2015, a finalement abouti ! Les familles politiques (PS, MR, CDH) représentatives des 13 communes couvertes par la chaîne ont obtenu toutes les réponses à leurs questions mais aussi les garanties souhaitées pour assurer la pérennité de l'outil. Lens, Jurbise, Saint-Ghislain, Mons, Hensies, Boussu, Quaregnon, Colfontaine, Quiévrain, Honnelles, Dour, Frameries et Quévy sont donc concernées par l'augmentation de la quote-part portée à 2,50 € par an et par habitant sur 10 ans.

**DEPUIS MARS**, le conseil d'administration de la chaîne, la délégation syndicale et la fédération socialiste de Mons-Borinage avaient validé la mouture affinée du plan de sauvetage de la chaîne. Pour rappel, ce plan prévoit une économie interne de 380.000 € à réaliser par la chaîne. Aucun licenciement sec n'interviendra contrairement à ce qui était annoncé lors du 1<sup>er</sup> volet du plan de refinancement et de redéploiement de la chaîne.

Parmi les économies, citons le gel du barème des salaires durant un an, la réduction de moitié de la valeur faciale des chèques repas, la réduction des leasings... Pour pérenniser l'activité, les 13 communes allaient devoir mettre la main à la poche alors qu'elles connaissent toutes des difficultés financières. La quote-part annuelle passera donc de 1,25 € à 2,50 € par

an et par habitant et ce, sur 10 ans. Cette augmentation doit encore être votée au sein des différents conseils communaux. Certaines communes ont déjà validé ce point comme celles de Frameries, Colfontaine, Saint-Ghislain et Quévy.

Du côté du conseil d'administration de la chaîne, on se réjouit d'avoir pu aboutir dans ces conditions. *"Il était important que nous obtenions une unanimité politique des principales formations, j'imagine que très rapidement ce point sera inscrit dans les ordres du jour des conseils communaux afin que la phase de mise en œuvre du plan de sauvetage soit activée"*, explique Anne-Sophie Charle, présidente du conseil d'administration de Télé MB.

**LA LUMIÈRE** au bout du tunnel a finalement illuminé l'avenir de Télé MB. Un aboutissement qui réjouit les différentes instances. *"C'était ultra-important pour la chaîne non seulement pour qu'elle soit sauvée mais aussi pour mettre en place son nouveau projet. Sans refinancement, elle ne pouvait le mettre en œuvre puisque sa situation financière depuis plusieurs années ne le permettait pas. L'effort consenti par les différentes communes couvertes doit aussi être salué parce que sans elle, Télé MB ne pourrait jouer pleinement son rôle."*

Rendez-vous dans les prochains conseils communaux, histoire d'être certain qu'au moment du vote, le sujet fasse bien l'unanimité politique.

C. Ti.